

## RAPPORT D'ACTIVITÉS 2007

---

**Mai 2008**

## TABLE DES MATIÈRES

|   |    |
|---|----|
| 1. INTRODUCTION                                     | 3  |
| 2. RÉSUMÉ D'EXÉCUTION DU PROGRAMME D'ACTIVITÉS 2007 | 4  |
| 3. RAPPEL DES OBJECTIFS ET ACTIVITES 2007           | 9  |
| 4. POINT DES ACTIVITES REALISEES PAR PROGRAMME      | 14 |
| 4.1. <i>Programme Formation</i>                     | 14 |
| 4.2. <i>Programme Marketing et Communication</i>    | 17 |
| 4.3. <i>Programme Assistance Technique</i>          | 19 |
| 4.4. <i>Programme CEI</i>                           | 21 |
| 4.5. <i>Programme Développement Institutionnel</i>  | 24 |
| 5. MOYENS DE MISE EN ŒUVRE                          | 29 |
| 5.1. <i>Moyens humains</i>                          | 29 |
| 5.2. <i>Moyens matériels et financiers</i>          | 30 |
| 6. DIFFICULTES ET PERSPECTIVES                      | 33 |
| 6.1. <i>Difficultés</i>                             | 33 |
| 6.2. <i>Perspectives</i>                            | 33 |
| 7. CONCLUSION                                       | 35 |
| ANNEXES   | 36 |

## **1. INTRODUCTION**

L'Association Nationale des Praticiens de la Microfinance du Bénin (Consortium ALAFIA) est créée le 10 mars 2000 à la suite de la transformation institutionnelle du réseau sous régional pour le développement de la microfinance. Elle a pour mission de « faciliter la professionnalisation et le développement des institutions de microfinance d'une part en renforçant continuellement leurs capacités à offrir les services au regard des meilleures pratiques et d'autre part en améliorant l'environnement juridique, économique et politique dans lequel elles interviennent ». La finalité est de « construire l'image d'une industrie de microfinance rayonnante et efficace dans la lutte contre la pauvreté ».

Pour accomplir efficacement cette mission et surtout construire l'image d'une industrie de microfinance rayonnante et efficace dans la lutte contre la pauvreté, un Plan d'Affaires a été élaboré pour la période 2004-2008.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce Plan d'Affaires quinquennal, le Consortium ALAFIA s'est fixé des objectifs et s'est défini des activités à exécuter pour l'année 2007 pour le compte de ses cinq (05) programmes :

1. Programme Formation ;
2. Programme Marketing et Communication ;
3. Programme Assistance Technique ;
4. Programme Centrale d'Échange d'Information (CEI)
5. Programme Développement Institutionnel.

Le présent rapport rend compte des principales réalisations, de la gestion opérationnelle, administrative et financière du Consortium ALAFIA pour l'année 2007 au niveau de chacun de ces programmes. Il aborde également les difficultés rencontrées et les approches de solutions ainsi que les perspectives à court et moyen terme. Il présente d'abord le résumé d'exécution du programme d'activités 2007.

## 2. RÉSUMÉ D'EXÉCUTION DU PROGRAMME D'ACTIVITÉS 2007

### 2.1. Fiche de suivi des réalisations du programme formation

| Prévisions  | Réalisations  | Observations |
|---|---|--------------|
| 1. Faire le marketing du planning de formation 2007   | Réalisé   | 100%         |
| 2. Organiser la table ronde des formateurs  | Réalisé   | 100%         |
| 3. Organiser douze (12) ateliers de formation conformément au planning de formation   | Réalisé<br><i>15 ateliers de formation au profit de 338 personnes pour améliorer la productivité du personnel des IMF, la qualité des services des IMF, la qualité de l'information financière et la gouvernance des IMF, l'articulation entre le secteur financier et les IMF, l'orientation marché des services des IMF</i> | 100%         |
| 4. Développer 03 nouveaux supports de cours : Les techniques de recouvrement ; Les pratiques des IMF et l'OHADA ; Le cadre réglementaire et légal des IMF   | Réalisé<br><i>Les supports de cours sur les Techniques de Recouvrement et Le cadre réglementaire et légal des IMF ont été développés</i>  | 67%          |
| 5. Améliorer les supports de cours développés par le Consortium ALAFIA  | Réalisé<br><i>Les supports de cours de ALAFIA ont été améliorés par les formateurs</i>  | 100%         |
| 6. Organiser une formation des formateurs sur la Problématique de la Gouvernance dans les IMF   | Non réalisé faute de financement<br><i>Les discussions avec ADA ont permis de programmer cette FDF pour 2008</i>  | 0%           |
| 7. Organiser trois (03) ateliers d'échanges d'expérience à la direction et dans les centres relais  | Réalisé<br><i>Deux ateliers d'échanges d'expériences ont été organisés</i>  | 67%          |
| 8. Faire une mission de suivi-post formation  | Non réalisé<br><i>L'activité a été reportée sur 2008 sur financement de la Coopération Suisse</i>   | 0%           |
| 9. Élaborer la grille de tarification des formations diplômantes, faire le marketing du programme de formation diplômantes, signer le contrat de partenariat avec FSF, organiser les sessions de formations diplômantes et faire le suivi post formation diplômante | Non réalisé<br><ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>FSF a donné son accord de principe d'aller en relation avec ALAFIA.</i></li> <li>➤ <i>La recherche d'un partenaire financier pour le paiement de la licence se poursuit</i></li> </ul>   | 0%           |
| 10. Concevoir les supports de vulgarisation du référentiel des métiers et de compétences en microfinance  | Réalisé<br><i>Ses supports de vulgarisation du référentiel ont été conçus</i>   | 100%         |
| 11. Vulgariser le Référentiel des Métiers et des Compétences auprès des membres   | Réalisé<br><i>Le référentiel a été vulgarisé auprès des membres et partenaires</i>  | 100%         |
| 12. Élaborer le plan triennal 2008-2010 de formation en microfinance  | Réalisé<br><i>Le Planning de formation 2008 a été élaboré</i>   | 100%         |

## 2.2. Fiche de suivi des réalisations du programme marketing et communication

| Prévisions  | Réalisations  | Observations |
|---|---|--------------|
| 1. Réaliser des émissions radiodiffusées et télévisées pour l'éducation de la clientèle des IMF à la culture d'entreprise et de remboursement des crédits | Réalisé<br><i>Les émissions sont organisées</i>   | 100%         |
| 2. Organiser des débats radiodiffusés et télévisés pour réfuter les contre vérités sur la microfinance  | Réalisé mais pas sous la forme de départ<br><i>Consortium ALAFIA a participé à des débats et à réfuter les contre vérités</i>       | 100%         |
| 3. Mettre en place et rendre opérationnelle un groupe de travail composé de juristes d'IMF pour l'amélioration de la réglementation sur les sûretés       | Réalisé<br><i>Le groupe de travail a été mis en place et est opérationnel</i>   | 100%         |
| 4. Mettre en place et rendre opérationnelle une cellule de communication composée de responsables d'IMF et de personnes ressources                        | Non réalisée<br><i>Cette activité a été annulée, le CA joue déjà ce rôle</i>  | 0%           |
| 5. Organiser des actions de communication dans le cadre du 10ème anniversaire du Consortium ALAFIA  | Réalisé<br><i>Organisation de conférence annuelle diffusion de film documentaire sur le Consortium ALAFIA, Conférence de presse</i> | 100%         |
| 6. Éditer et publier les rapports des études et des activités de l'Association  | Réalisé<br><i>Les publications ont été faites sur le site de ALAFIA</i>   | 100%         |
| 7. Assurer la parution régulière de la lettre mensuelle d'information de l'association  | Réalisé   | 100%         |
| 8. Former le personnel du Consortium ALAFIA sur la mise à jour du site web  | Réalisé<br><i>La secrétaire de Direction et l'Assistant Comptable ont formé sur la mise à jour du site web</i>                      | 100%         |
| 9. Mettre en ligne les informations et les documents de l'association et de ses membres   | Réalisé<br><i>Les documents ont été mis en ligne sur le site de ALAFIA</i>  | 100%         |

## 2.3. Fiche de suivi des réalisations du programme assistance technique

| Prévisions   | Réalisations  | Observations |
|--|---|--------------|
| 1. Améliorer l'outil ALAFIA PERFORM (pour le suivi des performances sociales)            | Réalisé<br><i>L'outil a été amélioré</i>              | 100%         |
| 2. Collecter les informations financières et non financières auprès des IMF membres      | Réalisé<br><i>Les informations ont été collectées</i> | 100%         |
| 3. Traiter les informations collectées, éditer et publier le rapport de performance 2006 | En cours<br><i>Le traitement est en cours</i>         | 15%          |
| 4. Mettre en œuvre les recommandations des SDI   | Réalisé<br><i>Les SDI ont été mis en œuvre</i>        | 100%         |

|   |  |      |
|---|--|------|
| 5. Former les IMF sur le SIG, l'administration d'un réseau, la création d'un site web et sa mise en œuvre | Réalisé<br><i>Les IMF ont été formées sur les thèmes</i>                       | 100% |
| 6. Recenser et vulgariser les informations pertinentes sur les logiciels utilisés par les IMF             | Réalisé<br><i>Les informations pertinentes sur les SIG ont été vulgarisées</i> | 100% |
| 7. Concevoir un canevas harmonisé pour l'élaboration et la mise en place d'un SIG pour les IMF ;          | Réalisé<br><i>Le canevas est élaboré</i>                                       | 100% |
| 8. Collecter et communiquer toutes les informations disponibles sur les fonds d'assistance aux IMF ;      | Réalisé<br><i>Les informations sur fonds d'assistance ont été collectées</i>   | 100% |
| 9. Appuyer les IMF à bénéficier des fonds d'assistance ;  | Réalisé<br><i>L'appui a été faite à la demande</i>                             | 100% |
| 10. Appuyer les membres non autorisés à se formaliser.  | Réalisé<br><i>Les membres non formalisés ont été appuyés à la demande</i>      | 100% |

#### 2.4. Fiche de suivi des réalisations du programme centrale d'échange d'information

| Prévisions  | Réalisations   | Observations |
|---|--|--------------|
| 1. Organiser une séance de validation par les IMF du canevas de collecte et de diffusion des données sur les crédits sains  | Réalisé<br><i>Le canevas a été validé par les IMF</i>  | 100%         |
| 2. Modifier la structure de la base de données en vue de la prise en compte des informations sur les crédits sains et Installer la base améliorée dans les relais et former le personnel à son utilisation    | Non réalisé<br><i>Le processus de modification de la base a été reporté sur 2008 compte tenu des actions en vue du MCA</i> | 0%           |
| 3. Équiper la CEI et ses relais (ligne téléphonique, abonnement Internet etc.)  | Réalisé  | 100%         |
| 4. Sensibiliser les IMF sur l'intégration de la clause relative à l'étude juridique sur la CEI  | Réalisé  | 100%         |
| 5. Redynamiser les cadres régionaux de concertation sur la CEI et sur les autres problématiques du secteur de la microfinance   | Réalisé  | 100%         |
| 6. Faire le plaidoyer auprès du ministère de la microfinance pour rendre obligatoire l'adhésion des IMF à la CEI  | Réalisé  | 100%         |
| 7. Créer et animer des cadres régionaux de concertation dans les départements restants (Zou, Collines, Atlantique et Alibori) et Identifier avec les IMF de ces départements les points de services de la CEI | Non réalisé<br><i>Cette activité est reportée sur 2008 si les financements le permettent</i>                               | 0%           |

|  |  |      |
|--|--|------|
| 8. Continuer la négociation auprès des directions d'IMF pour la participation effective de leurs structures décentralisées | Réalisé  | 100% |
| 9. Collecter les données auprès des IMF  | Réalisé  | 100% |
| 10. Traiter et diffuser les informations auprès des IMF  | Réalisé  | 100% |
| 11. Recouvrer les redevances auprès des IMF  | En cours<br><i>Certains membres n'ont pas accepté le système de tarification, les sensibilisations sont en cours</i> | 50%  |
| 12. Faire la prospection pour de nouvelles adhésions à la CEI  | Réalisé<br><i>De nouvelles IMF ont adhéré à la CEI</i>   | 100% |
| 13. Organiser deux rencontres entre personnel de la CEI  | Réalisé<br><i>Les deux rencontres ont eu lieu</i>  | 100% |
| 14. Mettre en œuvre le plan de communication de la CEI   | Réalisé  | 100% |
| 15. Faire le plaidoyer auprès des IMF afin de responsabiliser un agent pour la production régulière des données à la CEI   | Réalisé  | 100% |
| 16. Former les agents à charge de la production des données à la CEI   | Réalisé  | 100% |
| 17. Identifier les besoins en TIC des IMF (liés au service de la CEI) pour la production des données                       | En cours   | 50%  |
| 18. Équiper les IMF en matériels nécessaires à une bonne utilisation des services de la CEI.                               | Non réalisé<br><i>Cette activité a été reportée en attendant l'appui du MCA</i>                                      | 0%   |

## 2.5. Fiche de suivi des réalisations du programme développement institutionnel

| Prévisions   | Réalisations  | Observations |
|--|---|--------------|
| 1. Sensibiliser les responsables d'IMF sur la mise en application des nouveaux tarifs des services de l'Association                        | Réalisé   | 100%         |
| 2. Recruter l'ambassadeur chargé de la promotion et la mobilisation des ressources financières des fonds de capitalisation et de formation | Non réalisé<br>Faute de financement   | 0%           |
| 3. Suivre le dossier de reconnaissance d'utilité publique de l'association   | Réalisé   | 100%         |
| 4. Appliquer les nouveaux tarifs des services de l'Association   | Réalisé   | 100%         |
| 5. Rendre effective les contributions spéciales des membres à des activités spéciales de l'Association                                     | Réalisé<br><i>Les membres ont cotisé pour le 10<sup>e</sup> anniversaire de Consortium ALAFIA</i> | 100%         |
| 6. Soumettre des requêtes de financement aux partenaires   | Réalisé<br><i>Des requêtes de financement ont été soumises à ADA, au SEEP Network, au MCA</i>     | 100%         |

|   |  |      |
|---|--|------|
| 7. Recouvrer les cotisations conformément aux dispositions statutaires                  | Réalisé  | 100% |
| 8. Élaborer et mettre en œuvre le plan de formation 2007 du personnel et des dirigeants | Réalisé<br><i>Le personnel a été formé sur les thèmes du Consortium ALAFIA</i> | 100% |
| 9. Aménager et équiper les bureaux de la direction                                      | Non réalisé  | 0%   |
| 10. Élaborer et mettre en œuvre le règlement intérieur du personnel                     | En cours   | 50%  |
| 11. Actualiser et mettre en œuvre le manuel de gestion du personnel                     | En cours   | 25%  |
| 12. Faciliter la tenue des sessions des organes statutaires de l'Association            | Réalisé  | 100% |
| 13. Faire réaliser l'audit comptable et financier des comptes de 2006                   | Réalisé  | 100% |
| 14. Participer à des rencontres sur l'échiquier national et international               | Réalisé  | 100% |
| 15. Élaborer et faire adopter le PTB 2008   | Réalisé  | 100% |

### **3. RAPPEL DES OBJECTIFS ET ACTIVITÉS 2007**

#### **3.1. Programme formation**

Les objectifs que vise le programme formation de façon spécifique sont :

- Former les dirigeants et le personnel des IMF ;
- Développer le programme de formations diplômantes en microfinance ;
- Faire approprier le référentiel de métiers et de compétences en microfinance aux acteurs du secteur de la microfinance.

Les principales activités prévues sont :

1. Faire le marketing du planning de formation 2007 ;
2. Organiser la table ronde des formateurs ;
3. Organiser douze (12) ateliers de formation conformément au planning de formation ;
4. Développer de nouveaux supports de cours : Les techniques de recouvrement ; Les pratiques des IMF et l'OHADA ; Le cadre réglementaire et légal des IMF ;
5. Améliorer les supports de cours développés par le Consortium ALAFIA ;
6. Organiser une formation des formateurs sur la Problématique de la Gouvernance dans les IMF ;
7. Organiser trois (03) ateliers d'échanges d'expérience à la direction et dans les centres relais ;
8. Faire une mission de suivi-post formation ;
9. Élaborer la grille de tarification des formations diplômantes ; faire le marketing du programme de formations diplômantes du Consortium ALAFIA ; signer le contrat de partenariat avec FSF pour le démarrage du programme de formations diplômantes ; organiser les sessions (04X2) de formations diplômantes pour 30 diplômantes ; faire le suivi des sessions de formations diplômantes ;
10. Concevoir les supports de vulgarisation du référentiel des métiers et de compétences en microfinance ;
11. Vulgariser le Référentiel des Métiers et des Compétences auprès des membres ;
12. Élaborer le plan triennal 2008-2010 de formation en microfinance.

#### **3.2. PROGRAMME MARKETING ET COMMUNICATION**

Les objectifs que vise le programme marketing et communication de façon spécifique sont les suivants :

- Contribuer à l'amélioration de l'image de marque du secteur de la MF par des actions de communication et de plaidoyer ;

- Assurer une publication de qualité sur les différentes réalisations de l'Association et de ses membres ;
- Renforcer la visibilité des acteurs notamment celle de l'Association et de ses membres à travers le site Internet.

Les principales activités prévues sont :

1. Réaliser des émissions radiodiffusées et télévisées pour l'éducation de la clientèle des IMF à la culture d'entreprise et de remboursement des crédits ;
2. Organiser des débats radiodiffusés et télévisés pour réfuter les contre vérités sur la microfinance (taux d'intérêt sur les crédits jugé trop élevé, etc.) ;
3. Mettre en place et rendre opérationnelle un groupe de travail composé de juristes d'IMF pour l'amélioration de la réglementation sur les sûretés ;
4. Mettre en place et rendre opérationnelle une cellule de communication composée de responsables d'IMF et de personnes ressources ;
5. Organiser des actions de communication dans le cadre du 10ème anniversaire du Consortium ALAFIA ;
6. Éditer et publier les rapports des études et des activités de l'Association ;
7. Assurer la parution régulière de la lettre mensuelle d'information de l'association ;
8. Former le personnel du Consortium ALAFIA sur la mise à jour du site web ;
9. Mettre en ligne les informations et les documents de l'association et de ses membres.

### **3.3. PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE**

Les objectifs que vise le programme assistance technique de façon spécifique sont les suivants :

- Rendre visible la performance des IMF ;
- Renforcer les capacités des IMF en matière de SIG ;
- Appuyer les IMF à bénéficier des fonds d'assistance.

Les principales activités prévues sont :

1. Améliorer l'outil ALAFIA PERFORM (pour le suivi des performances sociales) ;
2. Collecter les informations financières et non financières auprès des IMF membres ;
3. Traiter les informations collectées ; éditer le rapport de performance 2006 ; publier le rapport de performance 2006 ;
4. Mettre en œuvre les recommandations des schémas directeurs informatiques ;
5. Former les IMF sur le SIG, l'administration d'un réseau, la création d'un site web et sa mise en œuvre ;
6. Recenser et vulgariser les informations pertinentes sur les logiciels utilisés par les IMF ;

7. Concevoir un canevas harmonisé pour l'élaboration et la mise en place d'un SIG pour les IMF ;
8. Collecter et communiquer toutes les informations disponibles sur les fonds d'assistance aux IMF ;
9. Appuyer les IMF à bénéficier des fonds d'assistance ;
10. Appuyer les membres non autorisés à se formaliser.

### **3.4. PROGRAMME CENTRALE D'ÉCHANGES D'INFORMATIONS**

Les objectifs que vise le programme Centrale d'Échanges d'Information de façon spécifique sont les suivants :

- Poursuivre la fourniture des services de la CEI aux IMF ;
- Améliorer et sécuriser les services de la CEI ;
- Étendre les services de la CEI à d'autres zones ;
- Renforcer les capacités des utilisateurs de services de la CEI.

Les principales activités prévues sont :

1. Organiser une séance de validation avec les IMF du canevas de collecte et de diffusion des données sur les crédits sains ;
2. Modifier la structure de la base de données en vue de la prise en compte des informations sur les crédits sains ;
3. Installer la base améliorée dans les relais et former le personnel à son utilisation ;
4. Équiper la CEI et ses relais (ligne téléphonique, abonnement Internet etc.) ;
5. Sensibiliser les IMF sur l'intégration de la clause relative à l'étude juridique sur la CEI ;
6. Redynamiser les cadres régionaux de concertation sur la CEI et sur les autres problématiques du secteur de la microfinance ;
7. Faire le plaidoyer auprès du ministère de la microfinance pour rendre obligatoire l'adhésion des IMF à la CEI ;
8. Créer et animer des cadres régionaux de concertation dans les départements restants (Zou, Collines, Atlantique et Alibori) ;
9. Identifier avec les IMF de ces départements les points de services de la CEI ;
10. Continuer la négociation auprès des directions d'IMF pour la participation effective de leurs structures décentralisées ;
11. Collecter les données auprès des IMF ;
12. Traiter et diffuser les informations auprès des IMF ;
13. Recouvrer les redevances auprès des IMF ;
14. Faire la prospection pour de nouvelles adhésions à la CEI ;
15. Organiser deux rencontres entre personnel de la CEI ;

16. Mettre en œuvre le plan de communication de la CEI ;
17. Faire le plaidoyer auprès des IMF afin de responsabiliser un agent pour la production régulière des données à la CEI ;
18. Former les agents à charge de la production des données à la CEI ;
19. Identifier les besoins en TIC des IMF (liés au service de la CEI) pour la production des données ;
20. Équiper les IMF en matériels nécessaires à une bonne utilisation des services de la CEI.

### **3.5. PROGRAMME DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL**

Les objectifs que vise le programme Développement Institutionnel de façon spécifique sont les suivants :

- Mettre en œuvre les décisions relatives à la viabilité de l'association ;
- Renforcer la viabilité financière de l'association ;
- Renforcer la stabilité des ressources humaines de la Direction exécutive de l'association ;
- Mettre en place un tableau de bord pour le suivi des réalisations de l'association ;
- Assurer le bon fonctionnement des organes de l'association.

Les principales activités prévues sont :

1. Sensibiliser les responsables d'IMF sur la mise en application des nouveaux tarifs des services de l'Association ;
2. Recruter l'ambassadeur chargé de la promotion et la mobilisation des ressources financières des fonds de capitalisation et de formation ;
3. Suivre le dossier de reconnaissance d'utilité publique de l'association ;
4. Appliquer les nouveaux tarifs des services de l'Association ;
5. Opérationnaliser les fonds de formation et de capitalisation ;
6. Rendre effective les contributions spéciales des membres à des activités spéciales de l'Association ;
7. Soumettre des requêtes de financement aux partenaires ;
8. Recouvrer les cotisations conformément aux dispositions statutaires ;
9. Élaborer et mettre en œuvre le plan de formation 2007 du personnel et des dirigeants ;
10. Aménager et équiper les bureaux de la direction ;
11. Élaborer et mettre en œuvre le règlement intérieur du personnel ;
12. Actualiser et mettre en œuvre le manuel de gestion du personnel ;
13. Concevoir et faire valider le tableau de bord de l'Association et opérationnaliser le tableau de bord de l'Association ;

14. Faciliter la tenue des sessions des organes statutaires de l'Association ;
15. Organiser l'Assemblée Générale Ordinaire 2007 ;
16. Faire réaliser l'audit comptable et financier des comptes de 2006 ;
17. Participer à des rencontres sur l'échiquier national et international ;
18. Élaborer et faire adopter le PTB 2008.

## 4. POINT DES ACTIVITÉS RÉALISÉES PAR PROGRAMME

Les principales réalisations de 2007 se trouvent présenter comme ci-après :

### 4.1. PROGRAMME FORMATION

#### **Act 1. Faire le marketing du planning de formation 2007**

Le planning de formation 2007 a été vulgarisé auprès des membres afin de mobiliser les participants pour les ateliers de formation. Les supports communicationnels ont été conçus pour servir à cette vulgarisation. Un contact permanent a été entretenu avec les IMF sur les ateliers de formation afin d'assurer leur participation. Le point fort de cette activité de marketing a été le lancement officiel du planning de formation 2007 qui s'est fait en présence des partenaires du Consortium ALAFIA, le Maire d'Abomey-Calavi, le Directeur de Cabinet du Ministère en charge de la microfinance, le Président du Consortium ALAFIA, les membres, les formateurs. Il a permis d'énumérer les objectifs assignés à ce planning et d'inviter toutes les IMF à y participer afin de relever le défi de la professionnalisation des acteurs de la microfinance.

#### **Act 2. Organiser la Table Ronde des formateurs 2007**

La Table Ronde des formateurs 2007 s'est tenue l'après midi du mercredi 14 février 2007 et a permis d'échanger avec les formateurs sur les perspectives du Consortium ALAFIA en matière de formation des acteurs de la microfinance. Ce qu'il faut retenir c'est la grande disponibilité des formateurs à accompagner le Consortium ALAFIA dans sa nouvelle stratégie d'offre de services de formation. Cependant il faut regretter la très faible participation des formateurs à cette table ronde.

#### **Act 3. Organiser 12 ateliers de formation suivant le planning de formation 2007**

Les ateliers de formation conformément au planning de formation 2007 ont débuté au cours du mois de mars. 15 ateliers de formation ont été réalisés au cours de l'année contre douze (12) initialement retenus dans le plan de travail. Certains thèmes ont été dupliqués plus d'une fois. L'atelier de formation sur le thème « Les Pratiques des IMF et l'OHADA » n'a pas été réalisé. Le tableau suivant résume les statistiques sur la réalisation du planning de formation 2007.

| <b>Thèmes de formation animés</b>                                    | <b>Nombre d'inscrits</b> |
|--|--------------------------|
| Montage, Analyse et Suivi de dossiers de Prêts                       | 20                       |
| Les Métiers de Caissiers et de Guichetiers dans une IMF (2 sessions) | 27                       |
| Gestion des Risques Opérationnels                                    | 16                       |

|  |            |
|--|------------|
| Administration du Personnel et Gestion des Carrières dans les IMF        | 23         |
| Marketing et Gestion de la Clientèle dans les IMF                        | 21         |
| Problématique de la Gouvernance dans les IMF                             | 10         |
| Les Fondements des Relations entre les Banques et leurs clients IMF      | 06         |
| Le Nouveau Référentiel Comptabilité des IMF (4 sessions)                 | 99         |
| Le Cadre Réglementaire, Légal et Juridique des activités de microfinance | 11         |
| Analyse Financière des IMF   | 10         |
| Les Techniques de Recouvrement des IMF                                   | 15         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>338</b> |

Ce qui fait 125% par rapport au nombre d'ateliers à exécuter au cours de l'année, 140,83 % par rapport au nombre de participants. Les performances ont été bonnes pour la mise en œuvre des ateliers de formation.

***Act 4. Développer de nouveaux supports de cours : Les techniques de recouvrement ; Les pratiques des IMF et l'OHADA ; Le cadre réglementaire et légal des IMF***

Les supports de cours sur « Les Techniques de recouvrement dans les IMF » et « Cadre Réglementaire, Légal et Juridique des activités de microfinance » ont été développés au cours de l'année et ont connu une animation. Les animations ont relevé que des améliorations doivent être apportées à ces cours pour qu'ils répondent aux attentes des participants.

Le cours sur « Les Pratiques des IMF et l'OHADA » n'a pas été développé et donc n'a pas été animé au cours de l'année.

***Act 5. Améliorer les supports de cours développés par le Consortium ALAFIA***

Les animations de certains thèmes de formation développés par le Consortium ALAFIA ont révélé qu'ils comportent des insuffisances. C'est pourquoi au cours de cette année, il a été retenu de procéder à leur amélioration. Ces améliorations ont porté sur les thèmes « Montage, Analyse et Suivi des dossiers de Prêts », « Les Métiers de Caissiers et de Guichetiers dans les IMF » et « Marketing et Gestion de la Clientèle des IMF » et ont consisté à l'ajout des cas pratiques afin de faciliter l'assimilation des participants. Les animations de ces cours améliorés ont connu un succès chez les participants.

***Act 6. Organiser une formation des formateurs sur la gouvernance***

Une requête de financement a été élaborée et adressée à ADA qui a accepté de financer l'organiser de la formation en 2008.

**Act 7. Organiser des ateliers d'échanges d'expériences**

Deux ateliers d'échanges d'expériences ont été organisés au cours de l'année 2007 entre les membres du Consortium ALAFIA. Ces ateliers ont porté sur la mise en place des services de gestion de risques dans les IMF et les nouvelles techniques de fraudes. Ces ateliers ont permis aux membres d'échanger sur l'utilité de service de gestion des risques dans les IMF comment le mettre en place, les responsabilités et tâches à lui confiées et sur les nouveaux cas de fraudes dans les IMF, les responsabilités du personnel et comment y remédier.

**Act 8. Faire le suivi post formation**

Pour faute de financement, le suivi post formation n'a pas été réalisé formellement en 2007. La direction a préféré le réaliser en 2008 sur le financement mobilisé auprès de la Coopération Suisse dans le cadre du suivi post formation des activités de formations financées par la Coopération Suisse.

**Act 9. Élaborer la grille de tarification des formations diplômantes**

Pour faute de financement, le programme de formation diplômante en microfinance du Consortium ALAFIA n'a pas démarré en 2007. Le partenaire Finance Sans Frontière (FSF) a donné son accord de principe d'aller en relation avec ALAFIA qui doit trouver un partenaire financier pour le paiement du coût de la licence des formations. La recherche d'un partenariat va se poursuivre en 2008.

**Act 10. Concevoir les supports de vulgarisation du référentiel des métiers et de compétences en microfinance**

Dans le but d'offrir aux IMF un cadre de référence pour la définition et le choix des rôles et responsabilités du personnel ainsi que ses compétences, le Consortium ALAFIA a eu à élaborer un référentiel des métiers et des compétences en microfinance. Afin de permettre son appropriation par les IMF, il a été retenu la réalisation d'une mission de vulgarisation de ce référentiel. Mais avant les supports de vulgarisation doivent être conçus et validés. Ce qui a été fait avant la vulgarisation de ce référentiel.

**Act 11. Vulgariser le Référentiel des Métiers et des Compétences auprès des membres**

Après avoir conçu et faire valider les supports de vulgarisation du Référentiel des Métiers et des Compétences, les séances de vulgarisation se sont déroulées à Cotonou et à Parakou les jeudi 27 septembre 2007 et mercredi 31 octobre 2007. Ces séances ont permis de présenter les objectifs du référentiel, son organisation, son utilité et les perspectives qu'il offre pour la professionnalisation des acteurs de la microfinance du Bénin. Ces occasions ont été saisies pour collecter les besoins de formation pour le compte de 2008.

### **Act 12. Élaborer le planning de formation 2008**

Avec les collectes des besoins de formation qui ont eu lieu au cours des séances de vulgarisation du Référentiel des Métiers et des Compétences, le Planning de formation 2008 a été élaboré. Il sera fait de 12 thèmes de formation qui s'intéressent à tous les domaines de gestion d'une IMF à savoir : crédit, ressources humaines, finances, comptabilité, trésorerie, recouvrement, taux d'intérêt, gouvernance, etc. et s'adresseront aussi bien au personnel technique des IMF qu'aux élus.

## **4.2. PROGRAMME MARKETING ET COMMUNICATION**

### **Act 1. Réaliser des émissions radiodiffusées et télévisées pour l'éducation de la clientèle des IMF à la culture d'entreprise et de remboursement de crédit**

Dans le but de transformer les clients des IMF en de véritables entrepreneurs capables de gérer efficacement leurs activités et respecter leurs engagements auprès des IMF, le Consortium ALAFIA sur financement de la Coopération Suisse a entrepris la réalisation des émissions radiophoniques. La réalisation de ces émissions a connu 04 étapes importantes : (i) la sélection des langues, (ii) la sélection des animateurs et leur formation, (iii) la sélection des radios partenaires et (iv) l'enregistrement et la diffusion des émissions. Les langues retenues sont GOUN, YORUBA, BARIBA, DENDI, FON, NAGOT, MINA, ADJA. La formation des personnes ressources devant animer les émissions a eu lieu du 11 au 14 septembre 2007 à Porto-Novo, Cotonou, Parakou, Bohicon, Lokossa et Natitingou. Les radios sélectionnées sont RADIO AFRIQUE ESPOIR et RADIO WEKE à Porto-Novo, RADIO MONO FM, RADIO MONO à Lokossa et Comè, RADIO NANTO FM à Natitingou, RADIO ORTB PARAKOU pour Parakou, RADIO TONIGNON à Zogbodomey, RADIO TOKPA et RADIO MARANATHA à Cotonou. Les enregistrements des émissions ont été réalisés en 2007 à Comè, Lokossa et Natitingou. Ils se poursuivront en 2008.

### **Act 2. Organiser des débats pour réfuter les contre-vérités sur la microfinance**

Des débats radiodiffusés ni télévisés n'ont pas été organisés par le Consortium ALAFIA au cours de l'année, mais il a eu l'opportunité de participer à des débats pour réfuter les contre-vérités sur la microfinance à la radio nationale à Cotonou et à Parakou.

### **Act 3. Mettre en place et rendre opérationnel un groupe de travail composé de juristes pour l'amélioration de la réglementation sur les sûretés**

Pour disposer d'un avis technique sur les dossiers relatifs à l'environnement juridique des activités de microfinance, le Consortium ALAFIA a retenu au cours de l'année 2007 de mettre en place un groupe de travail des juristes des IMF. Ce groupe a pour tâches d'aider la direction du Consortium ALAFIA à faire des propositions sur tous les textes juridiques concernant les IMF et élaborer des documents de plaidoyer pour faire lever les entraves

juridiques au développement des activités des IMF. Ce groupe de travail a donc joué un rôle important dans la formulation des observations du Consortium ALAFIA sur le projet d'acte uniforme relatif aux sociétés coopératives ou mutualistes pour lequel il a été sollicité.

***Act 4. Mettre en place et rendre opérationnel une cellule de communication composée de responsables d'IMF et de personnes ressources***

La cellule de communication du Consortium ALAFIA est le Conseil d'Administration. Il peut se faire appuyer par des personnes ressources aux moments opportuns.

***Act 5. Organisation des actions de communication dans le cadre du 10<sup>ème</sup> anniversaire du Consortium ALAFIA***

Pour l'organisation du 10<sup>ème</sup> anniversaire du Consortium ALAFIA, le Conseil d'Administration a mis en place un comité d'organisation. Ce comité a retenu toutes les actions y compris celles de communication devant marquer cet événement dans la vie de l'Association. Dans ce cadre plusieurs rencontres ont eu lieu avec des partenaires potentiels pouvant apporter leurs appuis au financement des activités devant marquer le 10<sup>ème</sup> anniversaire. Les activités importantes réalisées dans ce cadre sont :

- la diffusion du film documentaire sur le Consortium ALAFIA ;
- la première édition de la Conférence annuelle du Consortium ALAFIA ;
- la conférence de presse sur la vie de l'association et les défis du secteur de la microfinance.

***Act 6. Éditer et publier les rapport des études et des activités de l'Association***

Les rapports n'ont pas été édités faute de moyens financiers. Mais ils ont faits l'objet de publication auprès des membres et partenaires et sur le site internet de l'Association.

***Act 7. Assurer la parution mensuelle de la lettre d'information***

La parution mensuelle de la lettre d'information aux membres a été assurée au cours de l'année. Elle a permis d'informer les membres et partenaires du secteur sur les actualités dans le secteur et sur des problématiques bien précises.

***Act 8. Former le personnel sur la mise à jour du site web de l'Association***

Le personnel de l'Association à savoir la Secrétaire de direction et l'Assistant administratif et financier ont été formés à Porto Novo sur la création et la mise à jour de site web grâce au financement de la Coopération Suisse.

**Act 9. Mettre en ligne les informations et les documents de l'Association et de ses membres**

Les informations et les documents de l'Association et des membres ont été régulièrement mis en ligne par le site qui a été complètement redynamisé.

**4.3. PROGRAMME SIG ET ASSISTANCE TECHNIQUE**

**Act 1. Améliorer l'outil ALAFIA PERFORM (pour le suivi des performances sociales)**

Dans le cadre du projet d'amélioration de l'outil d'analyse et de suivi des performances des IMF (ALAFIA PEFORM), le Consortium ALAFIA a signé un accord avec CARE INTERNATIONAL Bénin qui, par le passé, a apporté un appui à l'outil à travers le Projet de Renforcement Institutionnel du Secteur de la Micro finance (PRISM). La mise en œuvre de cet accord a permis entre autres de réaliser en 2007 les tâches suivantes :

- constitution du comité préparatoire ayant travaillé sur les nouveaux indicateurs financiers et les indicateurs sociaux à prendre en compte par la nouvelle version de ALAFIA PERFORM ;
- validation des travaux du comité préparatoire au cours d'un atelier sectoriel ;
- rédaction et publication de l'appel à manifestation d'intérêt pour les travaux informatiques à effectuer sur la base ;
- dépouillement/analyse des offres et sélection du consultant devant exécuter les travaux d'amélioration ;
- suivi des travaux du consultant ;
- réception de la version provisoire d'ALAFIA PEFORM amélioré.

Il reste pour la suite :

- la réception de la version définitive d'ALAFIA PERFORM ;
- l'enregistrement d'ALAFIA PERFORM ;
- la vulgarisation de la nouvelle version auprès d'autres associations professionnelles.

**Act 2. Collecter les informations financières et non financières auprès des IMF membres**

Au cours de l'année 2007, les données financières des IMF membres ont été collectées. Il reste à collecter les informations non financières.

**Act 3. Traiter les informations collectées, éditer le rapport de performance 2006 et publier le rapport de performance 2006**

Le traitement des informations collectées est en cours sur la version améliorée du logiciel de suivi des indicateurs de performance ALAFIA PERFORM.

**Act 4. Mettre en œuvre les recommandations des schémas directeurs informatiques**

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations des schémas directeurs informatiques, trois IMF à savoir : CFAD, Donga Women Micro finance et ALIDé ont bénéficié d'équipements informatiques divers consignés dans les rapports définitifs des SDI. Les équipements ont été acquis et mis à la disposition des bénéficiaires à la suite d'un processus de passation de marché auquel le partenaire financier qu'est la Coopération Suisse à travers la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et les IMF bénéficiaires ont participé.

**Act 5. Former les IMF sur le SIG, l'administration de réseaux informatiques et la création et la mise à jour de site internet**

Au cours de l'année 2007, les capacités des IMF ont été renforcées sur les 03 thèmes prévus. Il faut noter que ces thèmes font partie des formations identifiées et consignées dans les rapports des SDI réalisés au profit de cinq (05) institutions de micro finance (FECECAM, PAPME, ALIDé, CFAD et Donga Women Micro finance) sur financement de la Coopération Suisse à travers la Direction du Développement et de la Coopération.

**Act 6. Recenser et vulgariser les informations pertinentes sur les logiciels utilisés par les IMF**

L'objectif de cette activité est de mettre à la disposition des IMF les informations indispensables sur les applicatifs utilisés et utilisables par les systèmes financiers décentralisés. A travers un questionnaire, diverses informations ont été demandées aux IMF sur les logiciels qu'elles utilisent à savoir :

- la plate-forme de développement ;
- le type de bases de données ;
- le coût d'acquisition du logiciel ;
- le concepteur du logiciel ;
- les fonctionnalités offertes par le logiciel etc.

La synthèse des informations collectées a été mise à la disposition des institutions.

**Act 7. Concevoir un canevas harmonisé pour l'élaboration et la mise en place d'un SIG pour les IMF**

Un canevas harmonisé a été conçu pour permettre aux IMF de connaître les diverses étapes à suivre dans l'élaboration et la mise en place d'un Système d'Informations de Gestion.

**Act 8. Collecter et communiquer toutes les informations disponibles sur les fonds d'assistance aux IMF**

Les informations disponibles sur les différends fonds d'assistance aux IMF ont été collectées et communiquées aux IMF membres de l'Association.

**Act 9. Appuyer les IMF à bénéficier de fonds d'assistance**

Les IMF ont été appuyées à bénéficier de fonds d'assistance au cours de l'année 2007.

**Act 10. Appuyer les membres non autorisés à se formaliser**

Au cours de l'année 2007, les membres non autorisés ont été appuyés à se formaliser. Cet appui s'est traduit dans un premier temps par le recensement des membres non autorisés. Ensuite les responsables de la Direction Générale de Surveillance du Secteur de la Micro finance ont été approchés pour faire un état des lieux des facteurs de blocage pour ces IMF. Enfin les membres ont été contactés afin de faire un point, en ce qui concerne chaque institution, des actions à mener :

- pièce manquante à fournir dans le dossier ;
- reformulation de certains documents figurant dans le dossier de demande d'autorisation ;
- relance du dossier de demande d'autorisation ;
- etc.

**4.4. PROGRAMME CENTRALE D'ÉCHANGES D'INFORMATIONS**

**Act 1. Organiser une séance de validation par les IMF du canevas de collecte et de diffusion des données sur les crédits sains**

Dans le cadre de la prise en compte des données sur le portefeuille sain des IMF dans la base de données de la CEI, un travail préliminaire a été demandé aux IMF, celui de faire des propositions sur les données qu'elles jugent pertinentes dans un échange pour la sécurisation des activités des IMF. Après avoir reçu les propositions des institutions un atelier sectoriel a permis de faire une synthèse et de valider le canevas de collecte et de diffusion des données sur les crédits sains.

**Act 2. Modifier la structure de la base de données en vue de la prise en compte des informations sur les crédits sains et installer la base améliorée dans les relais et former le personnel à son utilisation**

Cette activité qui fait suite à la précédente a connu un démarrage mais n'a pas été achevée compte tenu des actions du MCA en vue. En effet, le programme du Bénin pour le Millénaire Challenge Account a prévu dans sa mise en œuvre un appui à la Centrale d'Échange d'Informations. Et cet appui a déjà démarré de part l'étude commanditée : Etude sur les

alternatives institutionnelles et technologiques novatrices pour soutenir la croissance et le développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Cette étude prend en compte le volet : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience de la Centrale d'Echange d'Informations.

***Act 3. Équiper la CEI et ses relais (lignes téléphoniques, abonnements internet, etc.)***

Au cours de l'année 2007, tous les centres de relais ont été dotés de lignes téléphoniques. Les formalités relatives à l'abonnement internet auprès de l'Office des Postes et Télécommunications (OPT) sont en cours. Cependant en attendant que les abonnements soient souscrits, l'accès internet a été configuré sur tous les postes des relais par le Chargé de Programme de façon à permettre sans autre opération supplémentaire la connexion à la toile mondiale.

***Act 4. Sensibiliser les IMF sur l'intégration de la clause relative à l'étude juridique sur la CEI***

Au lendemain de la présentation des travaux de l'étude juridique sur la CEI et la validation du rapport de l'étude au cours d'un atelier, un plan de vulgarisation des conclusions de l'étude a été conçu et mis en œuvre. Toutes les institutions membres de l'association professionnelle ou adhérente à la CEI ont été sensibilisées sur l'intégration, dans leur contrat de prêt, de la clause selon laquelle « les informations sur le client et sur le crédit seront communiquées à la CEI dès que celui-ci est en défaut de paiement ». Il faut noter que cette sensibilisation a porté ses fruits car certaines institutions ont commencé par mettre en œuvre les recommandations de l'étude.

***Act 5. Redynamiser les cadres régionaux de concertation sur la CEI et sur les autres problématiques du secteur de la micro finance***

La redynamisation des cadres régionaux de concertation a été réalisée à travers l'élargissement des points abordés habituellement sur la CEI à d'autres points concernant les autres programmes notamment la communication, le développement institutionnel et l'assistance technique. De plus, au cours du dernier trimestre de l'année 2007, la direction a commencé à participer aux cadres de concertation dans le cadre de cette redynamisation.

***Act 6. Faire le plaidoyer auprès des autorités du ministère pour rendre obligatoire l'adhésion des IMF à la CEI***

Plusieurs actions de plaidoyer ont été entreprises en direction des autorités notamment la Direction de Surveillance du Secteur de la Micro Finance, les ministères de la micro finance et des finances. Mais les résultats attendus ne sont pas encore obtenus. D'une part les IMF reconnaissent les bénéfices de l'outil, mais elles se disent n'avoir pas les moyens matériels

et financiers pour participer. D'autre part les autorités sont réticentes quant à contraindre l'adhésion à un outil qu'elles ne contrôlent pas directement.

**Act 7. Créer et animer des cadres régionaux de concertation dans les départements restants (Zou, Collines, Atlantique et Alibori) et identifier avec les IMF de ces départements les points de services de la CEI**

La création et l'animation de nouveaux cadres régionaux de concertation n'ont pu être faites dans les départements de Zou, Collines, Atlantique et Alibori. Cette activité sera reportée sur les activités de 2008.

**Act 8. Continuer la négociation auprès des directions d'IMF pour la participation effective de leurs structures décentralisées**

La négociation a été poursuivie tout au long de l'année et à chaque fois que le besoin a été ressenti afin que les structures décentralisées des IMF puissent collaborer avec les centres de relais. A toute fin utile, il faut noter que ces besoins naissent à la suite de la mutation du personnel au sein des IMF.

**Act 9. Collecter les données auprès des IMF**

Les données des IMF sur leur clientèle en défaut de paiement de plus de trente (30) jours ont été collectées tout au long de l'année 2007 et sur toute l'étendue de territoire national.

**Act 10. Traiter et diffuser les informations auprès des IMF**

Les données des IMF sur leur clientèle en défaut de paiement de plus de trente (30) jours ont été traitées et diffusées tout au long de l'année 2007 et sur toute l'étendue de territoire national.

**Act 11. Recouvrer les redevances auprès des IMF**

Le recouvrement des créances a été fait et se poursuit.

**Act 12. Faire la prospection pour de nouvelles adhésions à la CEI**

La prospection pour de nouvelles adhésions à la CEI a été faite et au cours de l'année 2007 le total de nouvelles institutions ayant adhéré à l'outil est porté à vingt et une (21).

**Act 13. Organiser deux rencontres entre personnel de la CEI**

Deux rencontres entre le personnel de la CEI ont eu lieu au cours de l'année 2007.

**Act 14. *Mettre en œuvre le plan de communication de la CEI***

Le plan de communication de la CEI a été mise en œuvre à travers l'édition et la vulgarisation sur toute l'étendue du territoire de nouveaux supports tels les prospectus et les affiches publicitaires. Lesdits supports ont fait l'objet d'actualisation avant leur édition.

**Act 15. *Faire le plaidoyer auprès des IMF afin de responsabiliser un agent pour la production régulière des données à la CEI***

Le plaidoyer pour une participation régulière à la CEI a été fait et a eu pour impact la production de données par les agents de chaque IMF adhérente responsabilisés sur la CEI. Il faut également noter la relance qui est faite à chaque fois qu'il y a un quelconque relâchement dans cette responsabilité qui est confiée aux agents d'IMF.

**Act 16. *Former les agents à charge de la production des données à la CEI***

Dans le cadre de cette activité, les agents d'IMF responsabilisés sur la CEI ont été formés à l'utilisation d'un utilitaire entièrement conçu par le Chargé de Programme sous Excel. Cet utilitaire réalise des tests d'exhaustivité et de validité sur les données produites par les SIG des IMF. L'objectif de cet utilitaire était de permettre aux IMF d'assainir leur SIG d'une part et de produire des données fiables à la CEI. La formation a été faite sur toute l'étendue du territoire national notamment au siège du consortium ALAFIA et dans les centres de relais.

**Act 17. *Identifier les besoins en TIC des IMF (liés au service de la CEI) pour la production des données***

Pour la réalisation de cette activité, un formulaire de recensement a été conçu et mis à la disposition des institutions. Il reste à collecter les questionnaires remplis et à dépouiller les données afin de faire une synthèse des besoins des IMF en TIC.

**Act 18. *Équiper les IMF en matériels nécessaires à une bonne utilisation des services de la CEI.***

Cette activité n'a pas été réalisée. Il est à espérer que l'appui du Millénum Challenge Account à la CEI permettra de l'améliorer, de renforcer les capacités des institutions pour qu'elles y participent activement en les équipant en matériels nécessaires à la bonne utilisation des services.

#### **4.5. PROGRAMME DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL**

**Act 1. *Sensibilisation des responsables d'IMF sur la mise en application des nouveaux tarifs des services de l'Association***

En janvier 2007, une délégation de la direction du Consortium ALAFIA a tenu une séance de travail avec les responsables des IMF membres sur les nouveaux tarifs des services de

l'Association en absence des subventions. La sensibilisation s'est poursuivie en février au cours d'une mission d'évaluation de la CEI par le PADSP dans les relais CEI. Chemin faisant, les responsables de la FINADEV SA ont accepté le principe du paiement par point de services. Vient ensuite la MDB et le CFAD du côté des moyennes institutions puis la CAISSE CODES et la mutualité du côté des petites IMF. En somme, la problématique des coûts des services de la CEI réside au niveau des directeurs d'IMF qui doivent accepter les nouveaux tarifs et autoriser leur agence à payer les prix fixés pour les services rendus.

### ***Act 2. Promotion et mobilisation des fonds de capitalisation et de formation***

Dans le but de viabiliser ses services, le Consortium ALAFIA a fait réaliser deux études : la mise en place d'un fonds de formation et la mise en place d'un fonds de capitalisation. La stratégie de mise en œuvre des recommandations des études requiert le recrutement d'un ambassadeur chargé de la promotion et de la mobilisation de ressources financières. Un projet de recrutement a été soumis au PADSP au titre des activités pour l'année 2007. Une mission de revue du PADSP par la Banque Mondiale en juillet 2007 a révélé que la contribution du PADSP à la mise en œuvre des recommandations des études de viabilité du Consortium ALAFIA n'est pas envisageable dans le cadre du projet en raison de l'insuffisance des ressources financières.

### ***Act 3. Suivi du dossier de reconnaissance d'utilité publique de l'Association***

Une séance de travail a réuni au cours de l'année les membres de la commission et les dirigeants du Consortium ALAFIA sur le dossier. L'objectif premier a été d'échanger sur les motivations réelles de la demande de reconnaissance d'utilité publique et connaître les activités de l'Association. Cette séance selon les membres de la commission constitue l'étape n° 2 du processus d'étude des dossiers de reconnaissance d'utilité publique. L'étape suivante est la visite des lieux à la direction de l'Association. Cette visite n'a pas pu avoir lieu avant la fin de l'année. Le suivi du dossier révèle qu'il y a des blocages à sa finalisation.

### ***Act 4. Application des nouveaux tarifs des services de l'Association***

L'application des nouveaux tarifs a été effective sur deux services de l'Association : la formation et la CEI.

- Sur la formation, la revue à la hausse des frais d'inscription et la non prise en charge des frais d'hébergement et de restauration n'ont pas dissuadé les IMF. Elles ont inscrit leurs cadres et agents aux ateliers organisés au cours de l'année.
- Sur la CEI, les factures ont été adressées aux IMF, après vulgarisation des nouveaux tarifs et confirmation par chaque IMF du nombre de ses points de services. Le règlement desdites factures n'a pas été effectif chez bon nombre d'institutions qui ne sont pas prêtes à payer les prix des services par point service.

### **Act 5. Sollicitation de contributions spéciales des membres à des activités spéciales de l'Association**

Deux activités spéciales à savoir l'organisation par le Gouvernement du Symposium sur la microfinance et la commémoration des 10 ans du Consortium ALAFIA, ont conduit les dirigeants à solliciter des membres un appui spécial pour la tenue effective desdites activités.

Pour le symposium, vingt (20) IMF membres sur trente deux (32) ont versé leur contribution pour répondre à la requête du Ministère de la Microfinance. Tandis que pour l'anniversaire, seulement quatorze (14) IMF membres ont répondu et libéré leur contribution spéciale.

### **Act 6. Soumission de requêtes de financement aux partenaires**

Quatre requêtes de financement ont été élaborées et soumise aux partenaires : la première porte sur le programme OSCAR dans le cadre de l'appui de l'UE aux organisations de la société civile ; la seconde a été adressée à ADA pour contribution aux financements de certaines activités de l'année 2008, la troisième au SEEP NETWORK pour l'actualisation du plan d'affaires du Consortium ALAFIA et la quatrième à SACO CESO pour les volontaires canadiens. Il fut noter que des requêtes ont été également adressées au Cadre Général de Gestion des Lignes de Crédits et à PADSA / CAFIR dans le cadre de la commémoration des 10 ans de l'Association.

### **Act 7. Recouvrement des cotisations 2007**

Les cotisations 2007 ont été recouvrées conformément aux dispositions statutaires de l'Association. A fin décembre 2007, vingt cinq (25) IMF sur trente deux (32) se sont acquittées de leur cotisation de base. Il s'agit de ADIL, APRETECTRA, AsseF, BECM, CAISSE CODES, CBEC ; CCEC, RENACA, CERIDAA, CFAD, CMMB, COWEC, CPEC, FECECAM, FINADEV, ACFB, IAMD, ALIDé, MDB, MUTUALITE CHRETIENNE, MODEC, PADME, SIAN'SON et VITAL FINANCE.

### **Act 8. Élaboration et mise en œuvre du plan de formation 2007 du personnel**

Le tableau suivant récapitule les formations suivies par le personnel du Consortium ALAFIA au cours de l'année 2007.

| <b>Bénéficiaires</b>   | <b>Thème de la formation</b>                      |
|--|---|
| Secrétaire de direction  | Marketing et gestion de la clientèle dans une IMF |
| 04 Coordonnateurs de zone de la CEI  | La gestion des risques opérationnels              |
| Responsable Administratif et Financier et Assistant administratif et financier | Le nouveau référentiel comptable des IMF          |
| 04 Chargés de relations publiques  | Les techniques de recouvrement dans les IMF       |
| Secrétaire et Assistant administratif et financier                             | La création et la maintenance de site internet    |

|  |   |
|--|---|
| Chargé de programme CEI                | L'administration de réseaux informatiques                   |
| Responsable Administratif et Financier | Gestion Comptable et Financière des Projets et Décaissement |
| Directeur                              | Boulder Microfinance  |

**Act 9. Aménager et équiper les bureaux de la direction**

Les bureaux de la direction ont été entretenus au cours de l'année. Il faut noter qu'aucun équipement n'a été acquis sur fonds propres au cours de l'année. Par contre, le PADSP a livré deux équipements à la direction à savoir un poste Ordinateur Serveur et trois Onduleurs de grande capacité.

**Act 10. Élaborer et mettre en œuvre le règlement intérieur du personnel**

Le projet de règlement intérieur a été élaboré et communiqué au personnel pour observations. La version finale du document ne sera disponible qu'après prise en compte des observations lors de la prochaine validation prévue pour 2008.

**Act 11. Actualiser le mettre en œuvre le manuel de gestion du personnel**

Le processus d'actualisation du manuel de gestion du personnel a été enclenché au cours de l'année et sera finalisé en 2008 par l'adoption par le CA de documents de gestion.

**Act 12. Faciliter les réunions des organes du Consortium ALAFIA**

Les organes du Consortium ALAFIA ont fonctionnés au cours de l'année 2007. L'Assemblée Générale des membres s'est réunie deux fois : la première rencontre a été consacrée à l'adoption des rapports annuels d'activités et rapports d'audit exercice 2007 et à la révision de certains articles des statuts. La deuxième réunion a été consacrée au renouvellement des membres d'organes que sont le Conseil d'Administration, le Comité de Déontologie et le Conseil de surveillance. Le Conseil d'Administration a tenu toutes les réunions statutaires pour débattre de la vie de l'institution. En outre, il n'a ménagé aucun effort pour participer à des rencontres stratégiques. Le conseil de surveillance a effectué deux (02) diligences. Une première consacré aux aspects liés au fonctionnement de l'Association et une deuxième focalisée essentiellement sur la gestion de la caisse de menues dépenses et les stocks de fournitures. Les deux contrôles effectués ont été assortis de recommandations pour une bonne gestion de l'Association. Le comité de déontologie n'a tenu qu'une session au cours de l'année. Le tableau suivant récapitule le nombre de réunions des organes du Consortium ALAFIA.

| <b>Organes</b>                 | <b>Nombre de réunions</b> |
|--------------------------------|---------------------------|
| Assemblée Générale des membres | 02                        |
| Conseil d'Administration       | 07                        |
| Conseil de Surveillance        | 02                        |
| Comité de Déontologie          | 01                        |

**Act 13.      *Audit comptable et financier 2006 du Consortium ALAFIA***

En application des dispositions statutaires de l'Association, le cabinet SAFECO a été reconduit dans son mandat par le Conseil d'Administration et a procédé au cours de la première quinzaine de mai 2007 à l'audit des comptes 2006 du Consortium ALAFIA. Au terme des diligences effectuées, les comptes du Consortium ALAFIA au titre de l'exercice 2006 ont été certifiés sans réserve par le cabinet et approuvés par l'Assemblée Générale des membres lors de sa session du 16 novembre 2007 au Chant d'Oiseau de Cotonou.

**Act 14.      *Participation du Consortium ALAFIA aux réunions sur l'échiquier national, international***

Au plan national, le Consortium ALAFIA a pris part à plusieurs réunions dont :

- La Co organisation avec le SEEP NET WORK de la formation sous régionale sur « Mesurer les performances des Institutions de Microfinance : un cadre pour la publication, l'analyse et le suivi » ;
- La participation à la formation des Organisations de la Société Civile à l'élaboration de Projet suivant le canevas de l'Union Européenne ;
- La participation à l'atelier de validation du rapport de suivi des activités de terrain du PNDCC ;
- La participation à la séance de travail relative à la revue à mis parcours des activités du PADSP.
- Participation les 10 et 11 juillet 2007 à l'atelier de validation du document de Politique Nationale de Développement de la Microfinance, organisé par le Ministère de la Microfinance et de l'Emploi des Jeunes et des Femmes ;
- Participation aux travaux de restitution de la mission Luxembourgeoise sur le Programme d'Appui à la Finance Décentralisée (PFAFIDE) ;
- Participation à l'Atelier National sur le financement de l'agriculture au Bénin organisé les 21 et 22 août 2007 à Cotonou par le CGGC ;
- Etc.

Au plan international, le Consortium ALAFIA a participé à :

- la 3<sup>e</sup> conférence africaine sur la microfinance ;
- l'assemblée générale du SEEP Network ;
- l'assemblée générale de AFMIN.

**Act 15.      *Élaboration et adoption du Plan de Travail et Budget 2008***

En novembre 2007, il a été organisé une retraite de 3 jours entre le personnel sur les orientations à donner à l'année 2008. Les participants à la retraite se sont appuyés sur les recommandations des membres et partenaires lors de différentes réunions de 2007, le plan d'affaires 2004-2008, les activités exprimées par les différents organes de l'Association et les défis du secteur pour faire des propositions d'activités et de budget pour l'Année 2008.